

Lectures géopolitiques de la France

vendredi 14 avril 2017, par [Pierre VERLUISE](#)

Voici deux ouvrages complémentaires pour appréhender la situation géopolitique et stratégique de la France au moment de l'élection présidentielle 2017.

Béatrice Giblin, « Le paradoxe français. Entre fierté nationale et hantise du déclin », préface d'Yves Lacoste, Paris, éd. Armand Colin, 2017.

Thierry de Montbrial et Thomas Gomart (dir.), « Notre intérêt national. Quelle politique étrangère pour la France ? », Paris, éd. Odile Jacob, 2017.

GEOGRAPHE, fondatrice de l'Institut français de géopolitique (IFG) de l'université Paris VIII et directrice de la revue *Hérodote*, Béatrice Giblin publie un ouvrage éclairant sur les contradictions nationales. Le titre, « Le paradoxe français. Entre fierté nationale et hantise du déclin », exprime bien sa démarche. Appuyée sur le temps long de l'histoire, les caractéristiques géographiques et la quête de puissance, l'auteur explique de façon convaincante pourquoi les Français n'ont pas le moral alors qu'ils disposent de bien des atouts.

Le chapitre consacré à l'histoire est original par la mise en avant de l'influence et du poids géopolitique du christianisme dans l'essor de la monarchie, à travers l'alliance de l'Eglise et du petit royaume de France. B. Giblin écrit : « C'est le moment de rappeler que les racines chrétiennes de la France doivent énormément au savoir faire géopolitique d'hommes remarquables, et non à un destin voulu par Dieu. Il a en effet fallu un exceptionnel savoir-faire doublé d'une formidable conscience des rapports de force géopolitiques en ce XIIe siècle et savoir en jouer intelligemment, pour faire reconnaître et admettre comme le seul roi *très chrétien*, le roi d'un petit territoire qui allait de la Plaine de France à Orléans, et qui plus est, n'était même pas d'un seul tenant. » (p.23).

Le deuxième chapitre présente la hantise française du déclin en pointant l'importance de la démographie sur le sentiment du déclin qui hante ce pays. Si quelqu'un doutait encore de l'importance de [la prise en compte de la démographie dans une analyse géopolitique](#), ces pages devraient le faire changer d'avis. L'auteur inscrit sa démonstration dans le temps long, de l'Ancien régime à aujourd'hui, en comparant la France aux autres pays européens, tout en l'articulant avec la quête coloniale et les suites de la décolonisation.

Après avoir détaillé l'impossible décentralisation du territoire métropolitain, B. Giblin se lance dans les contradictions françaises entre l'héritage de terre d'asile et la présente tentation du repli, comme en témoigne notamment le faible nombre de réfugiés Syriens accueillis en France. L'auteur en vient à s'interroger : « Pourquoi est-ce en France qu'un parti d'extrême droite a ainsi progressé dès les années 1980, soit bien plus tôt que dans les autres pays européens où la percée de l'extrême droite se produit plus tardivement, dans les années 1990 ? » (p. 98) Seule une lecture du texte original peut rendre compte de la pensée précise de B. Giblin. Elle démontre comment les immigrés maghrébins - « héritage » de l'empire colonial - deviennent un « problème » pour la droite, une « aubaine » pour le Front national, un atout électoral pour la gauche dans les années 1970, puis un « atout électoral » pour la droite et l'extrême droite dans les années 1980. Alors que le contexte géopolitique international aggrave les tensions - Irak, guerre civile en Algérie, attentats islamistes - la gauche française sous-estime l'attachement à la nation. On pourrait ajouter que la dynamique autour du traité de Maastricht (1992) conduit à l'abandon des références nationales par les partis de gouvernement - références jugées « ringardes », abandonnées à l'extrême droite [1]. Béatrice Giblin écrit : « Quand une partie de l'électorat populaire de gauche demandait qu'on lui parle de la « nation », la gauche lui répondait « République », sans s'attaquer en profondeur aux difficultés de la vie quotidienne ni à celles des jeunes de la seconde génération immigrée

pour qui l'égalité et la fraternité de la devise républicaine n'étaient que des mots. » (p. 117) L'auteur pointe la ségrégation socio-spatiale à travers le logement et l'emploi, véritable « séparatisme territorial qui favorise le processus de séparation d'avec la nation. » (p. 118) Ce qui fait [le jeu de réseaux criminels qui prospèrent sur ces abandons de l'Etat de droit en créant des zones grises où prospèrent des trafics](#) sur lesquels [beaucoup ont longtemps fermé les yeux](#).

Le cinquième chapitre rassemble de nombreuses données et réflexions actualisées sur un grand sujet : la France, nouvelle puissance moyenne ? Tout candidat aux concours devrait le ficher avec soin. Après avoir rappelé les moyens militaires du pays, B. Giblin pose la question qui obsède bien des étrangers : pourquoi la France est-elle si attachée au rôle de grande puissance ? Après avoir rappelé qu'il importe d'effacer l'humiliation de mai-juin 1940 et la collaboration avec l'Allemagne nazie dans l'espoir de peser dans une Europe sous la botte du IIIe Reich - l'auteur ajoute les blessures narcissiques des guerres d'indépendances d'Indochine et d'Algérie. Dans ce contexte, le retour du général de Gaulle - l'homme de l'Appel du 18 juin 1940 - à la présidence de la République (1958-1969) est à la fois un recours et une incarnation de la grandeur de la France. Tirant bénéfice de recherches engagées sous la IVe République, la France se trouve dotée à compter des années 1960 de l'arme nucléaire qui lui confère un statut particulier. Cela explique aussi la sortie française du commandement militaire intégré de l'OTAN, en 1966, jusqu'au retour organisé par Nicolas Sarkozy en 2008-2009. B. Giblin fait ensuite une présentation synthétique très utile des opérations françaises contre le terrorisme islamique : Serval, Sentinelle et Chammal.

Le chapitre six aborde une des névroses françaises ; « La France : l'impossible modèle de l'Union européenne ». Sa lecture est utile pour comprendre [les calculs - et les résultats inégaux - à l'origine du « désamour de l'Europe »](#) mais aussi comment l'Europe des régions a été l'aiguillon des nationalismes régionaux français. B. Giblin aborde aussi les relations franco-allemandes, sujet plus important que jamais compte tenu du Brexit engagé.

Enfin, le dernier chapitre s'interroge sur la prétention à l'universalité culturelle française, défi ou chimère ? Des données et des réflexions nécessaires pour aborder cette singularité.

Dans sa conclusion, B. Giblin avance que « le dessein des djihadistes, dont des Français, de provoquer une guerre civile entre Français musulmans et non musulmans est en échec. Leur haine de la France les a conduit à sous-estimer l'attachement de l'ensemble des Français, quelle que soit leur religion, à ce qu'est la France, à ce qu'est la/leur nation. Non pas que tout soit parfait dans le comportement des uns et des autres, et nombreuses sont les discriminations. Mais on avance. Et ces djihadistes criminels ont peut-être contribué, bien involontairement, par leurs assassinats qui ont touché des musulmans et des non musulmans, à faire prendre conscience à l'ensemble des Français qu'ils partagent le même destin pour le pire et, espérons un jour, pour le meilleur. Si l'on se donne les moyens de lutter efficacement contre la ségrégation spatiale qui touche surtout les familles défavorisées et encore plus fortement les familles immigrées, ce qui aggrave les discriminations qui, à leur tour, nourrissent le sentiment d'être des citoyens entièrement à part et non à part entière, et si l'école réussit à atténuer les inégalités socio-culturelles et non à les accentuer, il n'y a aucune raison de désespérer de [la France](#) et de ses capacités à faire nation. » (p. 198) Dans le cas contraire, chacun est prévenu.

L'ouvrage se clôt sur une bibliographie d'une quinzaine de titres et une annexe avec trois tableaux chiffrés à propos du décrochage démographique français. Signe de l'importance de ce paramètre dans l'analyse de l'auteur.



Lectures géopolitiques de la France

Au vu des pages marquées, deux ouvrages géopolitiques à lire et relire. Béatrice Giblin, « Le paradoxe français.

Entre fierté nationale et hantise du déclin », préface d'Yves Lacoste, Paris, éd. Armand Colin, 2017.

Thierry de Montbrial et Thomas Gomart (dir.), « Notre intérêt national. Quelle politique étrangère pour la France ? », Paris, éd. Odile Jacob, 2017.

Etrangement, ce paramètre démographique est absent de l'ouvrage collectif par ailleurs fort intéressant également dirigé par Thierry de Montbrial et Thomas Gomart : *Notre intérêt national. Quelle politique étrangère pour la France ?*. Le premier a créé l'Institut français des relations internationales (IFRI) en 1979, dont il reste président, le second en est le directeur depuis 2015. Ces deux auteurs encadrent l'ouvrage de trois textes conceptuels de très haut niveau, qu'il s'agisse de l'introduction, d'une note conceptuelle sur la notion de politique étrangère ou de la conclusion. Dans cette dernière, ils relèvent que « La notion d'intérêt a été, pour ainsi dire, éludée au profit d'un discours sur les valeurs et les logiques d'alliances. Cependant, il serait tout aussi préjudiciable de céder à un discours uniquement basé sur les intérêts au détriment des valeurs et des alliances. C'est bien un équilibre dynamique entre intérêts, valeurs et alliances qu'il faut trouver. » (p. 283)

Et d'avertir ainsi les candidats à [l'élection présidentielle](#) : « Si les dirigeants politiques semblent avoir fort bien assimilé le premier principe (de Machiavel, 1469-1527) d'indépendance à l'égard des préceptes moraux dans la manière de gouverner, ils semblent ignorer le second principe de contrôle de leur comportement, de leurs pulsions et de leurs passions. Or l'intérêt sert précisément à cela. **La tentative de contrôle des événements commence par la capacité de se contrôler.** Evidence oubliée à l'heure d'une communication politique qui s'épuise à suivre les émotions de l'opinion, sans rien dissimuler de celles des dirigeants. » (p. 284)

L'ouvrage rassemble seize contributeurs. Ils appartiennent à des milieux différents - recherche, politique, entreprise - ou sont parfois à cheval sur deux expériences. Les données rassemblées sont précises et actualisées. L'ouvrage compte deux grandes parties : La politique étrangère de la France à l'épreuve de l'intérêt national ; et Déclinaisons de l'intérêt national.

Sans prétendre à l'exhaustivité, pointons quelques contributions. Avec brio, Sylvie Goulard met les pieds dans le plat : « Ainsi s'achève une période de plusieurs siècles qui a vu les Occidentaux dominer la planète. Le rétrécissement du monde, le basculement de son centre gravité [vers le Pacifique](#) obligent à peser différemment pour défendre nos valeurs, en ayant conscience que l'universalité est remise en cause aussi bien par la Chine que par les pays islamiques par exemple. D'une manière générale, le multiculturalisme et l'universalisme auxquels nous sommes attachés sont en recul. Cette réalité rend donc impossible de faire miroiter un « retour en arrière » vers les Etats-nations. Le monde actuel est bien différent de celui du XXe siècle. La France et l'Allemagne d'aujourd'hui diffèrent de celles de l'époque du franc et du Deutsche Mark. La guerre froide a laissé la place à d'autres menaces : islam intégriste, changement climatique ou encore cybercriminalité. » (p. 50) Et d'appeler à assumer le changement d'échelle dans le discours public, se mettre au travail notamment avec l'Allemagne, et devenir plus

efficace.

[Hubert Védrine](#) invite pour sa part à clarifier quatre positions. En premier, il faut admettre que si la France est un pays occidental, elle ne doit pas être animée par une idéologie occidentaliste, elle doit garder son autonomie de pensée. Il importe, en deuxième lieu, de voir en face les risques de l'islam radical, au lieu de faire l'autruche. H. Védrine invite à rétablir les conditions permettant de mener une vraie politique étrangère inscrite dans la durée, en tenant à distance les émotions - plus ou moins manipulées - des opinions publiques. Enfin, il importe de clarifier ce que nous attendons vraiment de l'Union européenne. [Brexit oblige](#), il faut [refonder les relations avec l'Allemagne](#) en cessant les postures hexagonales qui sonnent creux en dehors des frontières. « Pour Paris, **il n'existe qu'une seule solution : se réimposer comme partenaire indispensable en se remettant à niveau économiquement.** » (p. 80) Elisabeth Guigou, ajoute de son côté : « (...) il faut que l'Allemagne accepte que sa prospérité passe par celle des autres, et développer à cette fin une stratégie de coopération. La France doit en contrepartie poursuivre ses réformes. » (p. 99)

[Camille Grand](#) offre une contribution de très haute volée sur « Diplomatie et outil militaire ». Sa lecture *in extenso* s'impose à tout candidat aux concours du fait la profondeur de la réflexion, l'ampleur des données maîtrisées et la clarté de l'écriture. Après avoir rappelé les spécificités françaises - le président chef de guerre ; l'activisme militaire - il démontre la variété des interventions militaires françaises et leur durcissement depuis une dizaine d'années. « *In fine*, la France apparaît nettement plus encline à faire usage de la force, prête à prendre plus de risques militaires que la grande majorité des démocraties, ce qui tient sans doute à une « culture stratégique » spécifique, mais aussi à une perception plus aigüe de la menace. » (p. 176) Camille Grand souligne également le rapprochement discret mais réel de la France avec les Etats-Unis, engagé par Nicolas Sarkozy, poursuivi avec François Hollande. Reste à savoir comment les nouveaux locataires de la Maison blanche et de l'Elysée négocieront avec cette tendance. Continuité, rupture, reformulation ? L'expérience historique démontre qu'il faut distinguer les apparences et les inerties, l'émotion de l'instant et l'expérience des années, sans parler des surprises stratégiques qui créent des conditions à même de rebattre les cartes. Camille Grand termine en abordant un sujet majeur : l'outil nucléaire français dont l'entretien absorbe 10% de l'effort de défense. « Même si c'est rarement exprimé, l'ombre portée de la dissuasion joue un rôle dans la fermeté des autorités françaises. » (p. 182)

Philippe Hayez signe un chapitre original sur « Le renseignement au service de l'intérêt national ». Marc Hecker aborde « Intérêt national et [terrorisme](#) : la France face à Daech. » Il précise d'abord que « La stratégie des djihadistes est de multiplier les attentats en Europe - vue comme le maillon faible du monde occidental - afin d'engendrer un cycle de répression aveugle conduisant à une exacerbation des tensions communautaires puis à une véritable guerre civile. Dans cette stratégie, la France est particulièrement visée, notamment parce qu'elle possède la plus grande communauté musulmane d'Europe, que la laïcité est vue par les djihadistes comme une forme d'islamophobie et que la politique étrangère française est très active dans le monde musulman. » (p.231). Pour autant, « Les auteurs des attentats de Paris étaient en majorité français ou belges. Ils avaient grandi dans ces deux pays et y avaient été scolarisés. Autrement dit, nos sociétés et institutions ont produit des individus qui ont fini par rejeter nos valeurs au point de vouloir détruire les nations européennes. » (pp. 231-232). Et de rappeler qu'en [Europe](#), la France est en chiffre absolu le plus grand pays producteur de djihadistes à destination de la Syrie, et la Belgique en valeur relative. Candidats aux départs qui deviennent parfois par la suite... candidats au retour, ce qui représente un redoutable défi. Marc Hecker conduit une réflexion intéressante sur les conséquences de la « guerre contre le terrorisme » à la française. Il souligne que l'importance des moyens engagés pose les questions de la durabilité de l'effort et de capacité à faire face à une autre menace. « (...) il est frappant de constater que les trois principales opérations dans lesquelles l'armée française est engagée - Sentinelle, Barkhane et Chammal - ont pour objectif de lutter contre les djihadistes. Or la France pourrait avoir besoin de ses moyens militaires pour lutter contre d'autres adversaires, et la surutilisation des armées françaises ne permettrait pas aujourd'hui (NDLR : 2017) d'ouvrir un nouveau front. » (p. 238)

L'ouvrage s'achève sur deux chapitres bienvenus sur les grandes entreprises et la politique commerciale dans une perspective de politique étrangère.

Ces deux ouvrages sont complémentaires pour appréhender la situation géopolitique et stratégique de la France.

Copyright Avril 2017-Verluisse/Diploweb.com

Plus

. Béatrice Giblin, « Le paradoxe français. Entre fierté nationale et hantise du déclin », préface d'Yves Lacoste, Paris, éd. Armand Colin, 2017.

4e de couverture

Les Français n'ont pas le moral. Situation économique incertaine, climat social préoccupant, sentiment d'insécurité, perte de puissance au sein de la communauté internationale... autant d'éléments qui viennent entretenir pour certains la nostalgie d'une grandeur passée, pour d'autres un réel pessimisme quant à leur avenir.

Dans le même temps, les Français ont toujours été perçus et se définissent eux-mêmes comme un peuple « arrogant ». Cette supposée arrogance est en fait liée à la très singulière histoire de la France, patrie des droits de l'homme, terre d'immigration, « Grande » porteuse de valeurs républicaines et laïques, histoire dont ils sont légitimement fiers.

Mal à l'aise avec l'idée de « nation » et avec les symboles qui lui sont liés, les Français semblent ainsi aujourd'hui tiraillés entre fierté et autodénigrement, dans un contexte où « l'identité nationale » se cherche une définition et où la France, pour ce qu'elle représente, est prise pour cible.

Cet essai singulier et citoyen vient éclairer ce paradoxe.

Voir le livre de [Béatrice Giblin, « Le paradoxe français. Entre fierté nationale et hantise du déclin », préface d'Yves Lacoste, sur le site des éditions Armand Colin](#)

*

. Thierry de Montbrial et Thomas Gomart (dir.), « Notre intérêt national. Quelle politique étrangère pour la France ? », Paris, éd. Odile Jacob, 2017.

4e de couverture

La politique étrangère de la France est-elle encore guidée par l'idée d'intérêt national ?

Ce qui semble prévaloir depuis dix ans, ne serait-ce pas plutôt la référence aux valeurs et une rhétorique guerrière pour justifier l'aventure extérieure ?

Pourtant, la notion d'intérêt national était au cœur de notre tradition diplomatique du cardinal de Richelieu au général de Gaulle. Elle permettait de hiérarchiser nos valeurs et nos alliances.

S'appuyant sur les contributions de grands acteurs et penseurs de notre diplomatie, ce livre analyse la politique étrangère de la France à l'aune de l'intérêt national compris comme moteur et comme cadre d'action.

S'inscrivant dans le débat sur l'identité française, il évalue aussi la place de la France dans le monde et les relations complexes que les Français entretiennent avec la mondialisation.

Un enjeu fondamental pour la présidentielle et les cinq ans à venir.

Voir le livre dirigé par [Thierry de Montbrial et Thomas Gomart, « Notre intérêt national. Quelle politique](#)

P.-S.

Docteur en géopolitique de l'université Paris - Sorbonne, directeur des publications du *Diploweb.com*, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS). Pierre Verluise vient de diriger "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force", éd. Diploweb 2017 au format Kindle et sur papier broché *via* Amazon. Co-auteur avec Gérard-François Dumont de "Géopolitique de l'Europe. De l'Atlantique à l'Oural", Paris, PUF, 2e édition, 2016.

Notes

[1] Des années 1990 jusqu'aux attentats de 2015-2016, la référence au drapeau français a été abandonnée à l'extrême droite, les autres partis n'osant plus y faire référence. Ce sont les Français qui se ressaisissent du drapeau à la suite des attentats, l'arborant pour certains lors de rassemblement ou à leurs fenêtres.